

Développements macroéconomiques récents

L'économie a subi une forte contraction de 7,9 % en 2020, due au choc de la COVID-19, avec notamment une baisse d'activité dans les domaines du tourisme, du commerce de détail et de gros, des services financiers, de l'investissement, de la santé et de l'éducation, du côté de l'offre, ainsi que dans les dépenses de consommation finale privée et dans l'investissement, du côté de la demande. Cette baisse d'activité a été partiellement compensée du côté de la demande par une hausse des exportations nettes. En conséquence, il s'est produit une forte baisse du PIB par habitant et une hausse du chômage et de la pauvreté. L'économie, reprenant en 2021, et, en même temps, le déploiement du programme national de vaccination COVID-19, ont entraîné une reprise modeste dans la plupart des industries et une croissance modérée du PIB de 2,4 % en 2021.

La Banque centrale a maintenu le taux directeur à un niveau historiquement bas de 3,75 % afin de soutenir l'économie nationale dans un contexte de faibles pressions inflationnistes. Bien que la qualité des actifs bancaires se soit détériorée, le ratio des prêts non productifs par rapport aux prêts bruts est resté bien en deçà du seuil fixé par la banque. Le déficit budgétaire s'est établi en moyenne à 8,1 % du PIB au cours de l'exercice 2020/21, sous l'effet des dépenses liées à la COVID-19 et de la baisse des recettes, portant la dette publique à 57,8 % du PIB. Le déficit budgétaire a été financé par l'émission d'obligations locales et par le financement des partenaires au développement. Le compte courant est passé d'un déficit de 1,8 % du PIB en 2019 à un excédent de 2,8 % du PIB en 2020 — principalement grâce à l'excédent du commerce de marchandises — pour retomber à un déficit de 1,3 % du PIB en 2021, financé par des capitaux étrangers. Les réserves internationales ont augmenté pour atteindre 6,3 mois de couverture des importations en 2021, contre 4,3 mois en 2020. La Namibie a reçu 300 millions USD (2,9 % du PIB et 10,0 % des réserves internationales brutes) en DTS. L'allocation permettra au pays de constituer ses réserves. Une partie de cette somme pourrait être dédiée au Plan de relance et de stimulation économique et de secours, à la protection sociale et à la prestation de services, ainsi qu'aux vaccinations.

Perspectives et risques

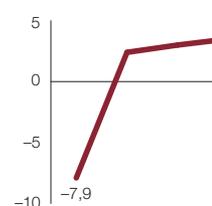
L'augmentation de la croissance économique de 3,0 % en 2022 et de 3,5 % en 2023 repose sur l'hypothèse d'une

reprise de la plupart des secteurs intérieurs et d'un rebond de la demande économique régionale et mondiale. Pour soutenir l'économie nationale, la politique monétaire devrait rester accommodante en 2022 et le secteur des services financiers devrait se redresser, les réserves atteignant 7 mois de couverture des importations. L'économie est confrontée à de nombreux risques, notamment la persistance de la pandémie et la lenteur de la vaccination. Tout choc économique mondial pèserait sur les exportations et les IDE, et contribuerait à creuser le déficit du compte courant, estimé à 2,9 % en 2022. Le déficit pourrait être plus important si les chocs économiques mondiaux qui pèsent sur les exportations et les IDE se matérialisaient. Il devrait atteindre 7,3 % en 2022 et la dette publique devrait rester élevée, à plus de 70 % du PIB. Les autres facteurs de risque sont un taux de chômage élevé, des disparités de revenus et des risques environnementaux, qui pourraient être atténués par le Plan de relance et de stimulation économique et de secours et les réformes dans les secteurs public et privé. L'inflation devrait rester modérée, à environ 4,3 % durant l'exercice 2023.

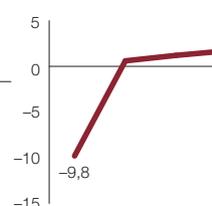
Changement climatique et options de politiques publiques

La Namibie est très vulnérable au changement climatique et figure au 113^e rang de l'IRC 2021. Elle est sujette à de graves sécheresses, qui devraient exercer une pression sur le PIB de 1 à 2 points de pourcentage, et qui nuisent aux moyens de subsistance des ménages à faible revenu et des communautés rurales dépendant de secteurs sensibles au climat. La sécheresse de 2019 a fait chuter la production agricole de 5,0 % et a aggravé la pénurie d'eau. La Namibie a élaboré des politiques et des stratégies pour favoriser la résilience et l'adaptation au changement climatique, et promouvoir une croissance verte et à faible intensité de carbone, comme dans la Stratégie et le Plan d'action sur le changement climatique (2013–20) et la CDN (mise à jour en 2021). Le pays a identifié des projets d'ER, dont le premier projet d'hydrogène vert en Afrique, et dont le coût est estimé à 9,6 milliards USD (89 % du PIB). Le financement de ces projets doit être assuré par des partenaires bi- et multilatéraux, ainsi que par des obligations sociales et vertes sur les marchés intérieurs. Le succès de la mise en œuvre déterminera si, d'ici 2030, la Namibie atteindra l'ODD 13 relatif à l'action climatique.

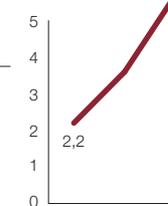
Taux de croissance du PIB réel (%)



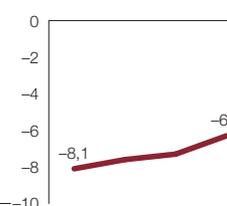
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



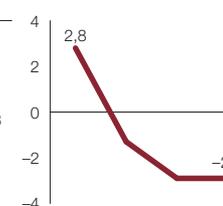
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs. Les données pour le solde budgétaire en % du PIB reflètent un exercice fiscal commençant au 1^{er} avril et se terminant à la fin de mars de l'année suivante.